

**COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECERESSE DANS LE SAHEL
(CILSS)**

**COMMISSION EUROPEENNE
(CE)**

**PROGRAMME REGIONAL
"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE" Phase III
(DIAPER III)**

CAP VERT

**RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION
DIAPER III/AN III**

P. J. LEBLAN , Consultant CESD Communautaire
Bakary SACKO, ECA/DIAPER III

Décembre 1995

SOMMAIRE

<i>Principales conclusions et recommandations</i>	2
<i>I - Evaluation</i>	10
1.1 Aspect institutionnel	10
1.1.1. Animation locale	10
1.1.2. Composante nationale	11
1.2. Activités	12
1.2.1. Les enquêtes	12
1.2.2. Animation locale	30
1.3. Gestion des devis-programmes	31
1.4. Mise en oeuvre des conditionnalités	34
1.5. Bonus-Malus	36
<i>II. Programmation des activités du Devis- Programme III</i>	37
2.1. Les enquêtes	37
2.1.1. L'enquête agricole:	37
2.1.2. Enquête suivi des marchés:	39
2.1.3. Recensement du bétail	39
2.2. L'animation locale:	40
2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte:	40
2.4. Budget prévisionnel	41
<i>ANNEXE 1 : Liste des personnes rencontrées</i>	47
<i>ANNEXE 2 : Lexique</i>	48
<i>ANNEXE 3 : Questionnaire de l'enquête agricole</i>	49

Principales conclusions et recommandations

1. Aspect institutionnel

Le découpage administratif des îles du Cap vert distingue :

- les Conseils
- les Zones (espace territorial composé d'une ou plusieurs localités)

Suite au remaniement Ministériel de Janvier 1995, un Ministère de l'Agriculture a été créé. La loi-organique vient juste de sortir (journal officiel du 27/12/95).

Le Cabinet d'Etudes et Planification (GEP) a été maintenu et a toujours les mêmes responsabilités dans le domaine des statistiques agricoles.

Il comprend trois Divisions:

- la Division d'Etudes et Planification
- la Division de la Coopération
- la Division des Statistiques Sectorielles

1.1. L'Animation locale

L'Animateur local de DIAPER a pris effectivement ses fonctions en janvier 1995. Il est assisté d'un Secrétaire-comptable depuis Mars 1995.

Il faut noter qu'il fait également fonction de Responsable de la Division des Statistiques Sectorielles du GEP.

Il fait donc partie intégrante du GEP, donc du Ministère de l'Agriculture, de la Composante Nationale et de la Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA)

Il est correctement installé et dispose du matériel nécessaire.

1.2. Composante Nationale

La Composante Nationale existe au Cap Vert . Son Chef de file est le Directeur du Cabinet d'Etudes et de Planification (GEP). Elle est animée par le Secrétariat Permanent de la CNASA et le GEP. Elle a un rôle purement technique et sa composition est la même que celle de la Commission Nationale pour la Sécurité alimentaire . Ses membres se réunissent au coup par coup pour traiter de problèmes spécifiques.

Elle fonctionne de façon satisfaisante et les structures participent activement aux travaux.

2. Activités

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés céréaliers » dans le cadre du Système d'Informations sur les Marchés (SIM)

2.1. L'enquête agricole permanente

L'enquête vise à recueillir des données sur les superficies et les rendements des principales cultures pratiquées afin de faire les prévisions de récolte, d'obtenir des résultats définitifs sur les productions et de faire le bilan céréalier de la campagne agricole. Elle porte sur les cultures pluviales et les cultures irriguées.

Elle est réalisée par le Cabinet d'Etudes et de Planification du Ministère de l'Agriculture (GEP) avec l'assistance technique et financière de DIAPER.

Il n'y a pas au GEP de Cadre Supérieur de formation Statistique. Il est donc impossible au GEP et à sa Division statistique d'apporter à cette enquête des modifications importantes sur le plan méthodologique. Toute amélioration méthodologique nécessite donc un appui extérieur à cette Division.

S'il s'avère impossible d'affecter rapidement un statisticien à cette Division, on peut même craindre que tous les efforts entrepris pour mettre en place une statistique agricole fiable ne soient vains à terme.

L'enquête agricole annuelle par sondage a été réalisée en 1995 selon la méthodologie utilisée depuis 1988 et que le personnel en place maîtrise assez bien. Elle est prévue pour donner des résultats significatifs au niveau des îles et de certains Conseils.

- Tirage de l'échantillon

L'enquête est une enquête annuelle par sondage à deux degrés. Les unités primaires sont constituées par les zones et les unités secondaires par les exploitations agricoles. L'échantillon comporte 156 zones et 3537 exploitations en 1994.

La taille de l'échantillon des exploitations agricoles est élevé (3537 exploitations pour 29 enquêteurs, soit en moyenne 122 exploitations par enquêteur). Ceci est lié au fait que l'enquête a largement recours à l'interview y compris pour l'estimation des superficies.

Cet échantillon a été tiré en 1988 et est maintenu tel quel depuis. On enquête chaque année les mêmes exploitants.

Il serait sans doute souhaitable de refaire un dénombrement exhaustif des exploitations afin de disposer d'une bonne base de sondage. Pour en limiter le coût, ce dénombrement exhaustif pourrait d'ailleurs n'être effectué que dans les îles ayant une forte activité agricole.

On pourrait, par la suite, changer l'échantillon des exploitations tous les deux ou trois ans.

Le nombre d'exploitations agricoles de l'échantillon par Conseil semble acceptable pour permettre des résultats significatifs à ce niveau.

- La mesure des superficies

Il n'y a pas de mesure objective des superficies sur le terrain. L'exploitant est censé connaître les superficies de ses parcelles mais il les exprime en « litres », mesure assez imprécise.

La mission avait recommandé en Janvier de lancer parallèlement une enquête sur un sous-échantillon d'exploitations pour tester la validité des réponses des exploitants en ce qui concerne les superficies comme cela avait été fait en 1988, lors du Recensement agricole. L'ECA mène actuellement une réflexion pour le lancement d'une telle opération.

Une telle enquête complémentaire pourrait être réalisée chaque année sur un échantillon de parcelles.

A l'avenir, afin de ne pas alourdir la charge de travail des enquêteurs, on pourrait par exemple ramener à 2000 la taille de l'échantillon des exploitations et, pour $\frac{1}{4}$ de celles-ci, effectuer la mesure objective de toutes leurs parcelles. (il faut compter sur une moyenne de 2,5 parcelles par exploitation)

La mission recommande donc un allégement de l'échantillon et l'introduction systématique dans l'enquête annuelle d'une enquête complémentaire, sur un sous-échantillon, pour la mesure effective des superficies.

- L'exploitation des données

Les données recueillies dans les différents passages sur le terrain sont pratiquement toutes saisies sur micro-ordinateurs.

Cependant, la partie de l'enquête se rapportant aux cultures irriguées n'a jamais été exploitée. L'importance relative de ces cultures dans l'alimentation des capverdiens justifie que l'on se penche sur ce problème.

Suite à une recommandation de la mission en Janvier, l'ECA étudie en ce moment la faisabilité d'une telle exploitation et mène un réflexion méthodologique sur ce volet de l'enquête.

La mission recommande que l'ECA poursuive ses investigations sur le volet « cultures irriguées » de l'enquête annuelle et propose éventuellement une méthodologie plus adaptée.

La mission d'évaluation de la campagne FAO/CILSS passe en Octobre. A cette date il est impossible au Cap Vert de disposer des résultats de l'enquête sur les prévisions de rendements, la campagne agricole commençant plus tardivement que dans les autres pays de

la Région. Il s'ensuit que les prévisions de récolte sont basées sur les résultats de l'enquête sur les superficies et d'estimations de rendements prévisionnels faites par la Composante Nationale et la mission FAO/CILSS à partir de déclarations de paysans, de la physionomie de la campagne et des résultats des années antérieures.

Il en résulte que les données de l'enquête « prévisions de rendements » ne sont pas exploitées.

La mission recommande qu'une analyse de ces données soit faite et qu'une réflexion méthodologique soit menée pour mieux adapter l'enquête à l'élaboration de prévisions à mi-parcours.

Deux publications sont produites par le GEP:

- « Les résultats de l'enquête agricole »
- « Le bulletin de statistiques agricoles »

Ces publications sont de bonne qualité et font l'objet d'une diffusion assez large.

Cependant, le bulletin de statistiques agricoles de 1995 a été préparé en Mars 95 mais n'a pas été publié car, paraît-il, certaines informations manquaient ou n'étaient pas fiables. Une réflexion sur le contenu de ce bulletin est en cours au GEP. D'autre part une nouvelle répartition des tâches au sein de la Division doit permettre de mobiliser tous les Agents sur ce travail.

Le Responsable de la Division, qui est aussi l'Animateur local, espère être en mesure de publier le bulletin de Mars 1996.

La mission pense que l'élaboration et la diffusion du Bulletin est vitale pour la Division des statistiques sectorielles. Elle recommande donc de tout mettre en oeuvre pour que cette publication puisse reparaître dès Mars 1996 et pense que la relance de la Centrale d'information, qui est chose possible comme nous nous en sommes assurés, serait peut-être un bon moyen d'assurer la pérennité de ce bulletin.

- La précision des résultats

- calculs des coefficients de variation.

Le GEP n'a jamais calculé les coefficients de variation sur les résultats des enquêtes. Il est donc difficile de se prononcer sur leur fiabilité au point de vue purement statistique.

Les fichiers existent avec, par exemple, pour 94/95 les superficies des parcelles et les rendements par carrés de rendement.

La mission recommande qu'un appui technique soit apporté à la division pour calculer les coefficients de variation sur les données collectées au cours de la campagne 1994/1995 et pour apprendre aux Agents à les calculer.

- écarts entre prévisions et résultats définitifs

Nous avons essayé de comparer les prévisions et les résultats définitifs des dernières campagnes pour la production de maïs qui est de loin la principale céréale du Cap Vert.

Nous n'avons trouvé que quelques résultats.

La mission recommande que l'ECA essaye de compléter le tableau ci-dessous et de voir si les écarts entre prévisions et résultats définitifs étaient acceptables avant 1991, ce que laisseraient supposer les résultats de l'année 1990.

Il faudrait alors essayer d'expliquer pourquoi les prévisions et les résultats définitifs diffèrent systématiquement du simple au double depuis 1992.

Production de Maïs tonnes

Année	Prévisions	Résultats définitifs
1988		16 507
1989		9 714
1990	12 957	11 418
1991		8 258
1992	5 574	10 265
1993	5 545	11 888
1994	1 503	3 162

- l'estimation des rendements

Il semble y avoir deux problèmes majeurs sur lesquels il serait bon d'obtenir des éclaircissements:

En regardant les tableaux de calcul de la production de Maïs nous avons constaté:

- qu'il y a de nombreuses zones où l'on a enregistré une superficie (puisque l'on a enregistré une superficie cultivée lors de la première phase) et où l'on n'a placé aucun carré de rendement. Cela voudrait-il dire que les exploitants n'ont finalement pas cultivé leurs parcelles comme ils l'avaient déclaré lors du premier passage de l'enquêteur ?

La superficie est cependant prise en compte dans les calculs de rendements moyens alors qu'il n'y a pas eu de carrés observés.

- qu'il y a, d'autre part, de nombreux carrés de rendement qui ont un rendement nul alors que les autres carrés placés dans la même zone ont une production.
Ceci est peut-être vrai dans certains cas mais on peut également se poser des questions - le contrôle a-t-il été bien fait ? - le passage sur le terrain n'a-t-il pas eu lieu après que l'exploitant ait fini sa récolte ?

Tout ces rendements nuls font baisser fortement les rendements moyens.

On constate aussi que l'on ne pose qu'un seul carré de rendement quelle que soit la taille de la parcelle. La mesure erronée du rendement d'un seul carré peut donc fausser le rendement moyen d'une zone pour peu que la carré appartienne à une grande parcelle.

Nous avons constaté enfin dans une zone de Santo Antao des écarts vraiment surprenants. Le rendement est de 0 sur 2 carrés, autour de 200 kg/ha sur 3 carrés et de 1856 kg/ha dans un dernier carré. Erreur de mesure, erreur de report, erreur de saisie ?

La mission recommande en conséquence de faire une analyse approfondie sur l'évaluation des rendements - choix des parcelles échantillon - pose des carrés - comptage et pesées des récoltes - contrôle des données recueillies.

Elle suggère aussi de calculer le rendement moyen de chaque zone par simple moyenne des rendements des différents carrés de la zone.

- le dispositif de terrain

La qualité des informations recueillies dépend essentiellement de la qualité du contrôle sur le terrain. L'encadrement des enquêteurs est assuré par 6 Superviseurs dont quatre sont basés à Praia et deux sur les îles. Il n'y a pas de contrôleurs et les superviseurs font un travail de contrôleurs.

La mission recommande de revoir le dispositif de terrain pour le rendre plus rationnel et de le renforcer.

2.2. L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)

Elle concerne les prix des céréales et des légumes.

Elle porte sur les 21 marchés les plus représentatifs, 7 marchés de producteurs (au lieu de 6 en 1994) et 14 marchés de consommateurs (au lieu de 27 en 1994).

Il faudrait prévoir un recyclage des enquêteurs et assurer un contrôle plus régulier dans les îles où il n'y a pas de délégation de l'INFA.

3. Gestion du devis-programme 1995/1996

La mise en oeuvre du Devis-programme n'a démarrée qu'en Septembre et la mise en place des crédits de DIAPER a eu lieu dans la deuxième quinzaine de Septembre.

Le gouvernement Capverdien a préfinancé l'enquête agricole pour un montant de 3.712.981 escudos, soit plus que le montant de la contrepartie de 27% des frais de collecte qui lui était demandée (1.685.092 escudos)

Le Budget est exécuté en ce début Décembre au niveau de:

- 50% en ce qui concerne l'enquête agricole,
- 8% en ce qui concerne l'enquête Suivi des Marchés
- 27,5% en ce qui concerne l'Animation locale

Niveau d'exécution des budgets 1995/1996 (Escudos)

Rubrique	Montant devis 95/96	Montant total payé	Montant du Budget		Montant de paiements	
			FED	Etat	FED	Etat
Enquête agricole permanente	7 430 944	3 712 981	5 745 852	1 685 092	251 125	3 461 856
Suivi des Marchés	1 035 188	82 890	755 687	279 501	82 890	0
Animation locale	1 753 904	482 431	1 753 904		482 431	
TOTAL budget	10 220 036	4 278 302	8 255 443	1 964 593	816 446	3 461 856

Note: Il n'y a pas d'engagement en cours qui ne soit payé.

4. Mise en oeuvre des conditionnalités

- Comité de Sécurité Alimentaire

La situation est particulière au Cap-Vert en ce sens qu'il existe officiellement depuis 1989 (car créée dans le cadre du projet « Alerte Rapide » de la FAO) une Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) qui a en fait un double rôle:

- C'est une Commission Inter-Ministérielle, très élargie, de concertation politique
- dont le Secrétariat Permanent sert de cadre de concertation technique puisqu'il est chargé de la production coordonnée des données statistiques en matière de Sécurité alimentaire.

Le chef de file de cette Commission est le Ministère de l'Agriculture.

Cette commission a un caractère à la fois politique et technique et pourrait être considérée comme « Comité de Sécurité Alimentaire » dans la mesure où le Directeur du GEP a écrit en Août 1995 au Directeur Général du Centre Agrhyemet pour lui proposer que cette Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire soit considérée comme Comité de Sécurité Alimentaire.

Elle se réunit chaque mois de mai à octobre. Il est difficile de trouver instance plus qualifiée de concertation.

La mission pense que cette Commission inter-ministérielle pourrait être considérée comme Comité de Sécurité Alimentaire puisque les membres de cette commission sont des représentants des Ministres concernés.

- Prise en charge des opérations de collecte par

Le gouvernement Capverdien a pré-financé l'enquête agricole pour un montant de 3 712 981 escudos, soit plus que le montant de la contrepartie de 27% des frais de collecte qui lui était demandée (1.685.092 escudos)

5. Le Devis-Programme 96/97

Des recommandations qui précèdent et des demandes des différentes Structures découlent la proposition de Devis-programme suivante : (en ECU)

	coût total	dont FED
Enquête agricole	144 231	36.051
Système d'information sur les marchés céréaliers	9 258	2.932
Animation locale	27 418	
TOTAL	178 907	38.983

La participation de l'Etat aux frais de collecte (40,4%) devrait être de 38.983 ECU, soit 4,0 millions d'Escudos.

Des dispositions ont été prises au niveau du Ministère de l'Agriculture pour inscrire dans le budget d'investissement un montant de 5,0 millions d'Escudos.

I - Evaluation

1. 1 Aspect institutionnel

Suite au remaniement Ministériel de janvier 1995, un Ministère de l'Agriculture a été créé, dirigé par l'ancien Secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Celui-ci est donc normalement déjà sensibilisé aux problèmes de la Sécurité Alimentaire et à la nécessité de disposer d'un dispositif de collecte de données en ce domaine.

La loi organique de ce Ministère est parue au journal officiel du 27/12/95.

Le Cabinet d'Etudes et Planification (GEP) a été maintenu et a toujours les mêmes responsabilités dans le domaine des statistiques agricoles.

Il comprend trois Divisions:

- la Division d'Etudes et Planification
- la Division de la Coopération
- la Division des Statistiques Sectorielles

1.1.1. Animation locale

a) Niveau d'intégration de l'animation locale dans la structure d'accueil et dans la composante nationale

L'Animateur local de DIAPER a pris effectivement ses fonctions en janvier 1995, le Protocole d'Exécution de DIAPER III entre le Gouvernement de la République du Cap-vert et la Commission Européenne n'ayant eu lieu qu'en décembre 1994.

Il faut noter qu'il fait également fonction de Responsable de la Division des Statistiques Sectorielles du GEP. Il est de ce fait installé dans les locaux du GEP.

Il fait donc partie intégrante du GEP, donc du Ministère de l'Agriculture, de la Composante Nationale et de la Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA)

b) Personnel d'appui

L'Animateur local est assisté d'un Secrétaire-comptable recruté en Mars 1995.

c) Moyens de travail

Il est correctement installé et dispose d'une ligne téléphonique du Ministère de l'Agriculture. Un Fax a été acheté cette année mais n'est pas encore en service.

Il a également un Micro-ordinateur et une imprimante achetés cette année sur les crédits de DIAPER III.

Il dispose d'une Land Rover achetée par DIAPER II utilisée également pour la supervision de l'enquête agricole.

Inventaire du matériel à la disposition de l'Animateur local.

Type de matériel	Description	Date d'acquisition	Etat	Financement
Déplacement				
Véhicule TT	1 Land Rover	Diaper II	mauvais	Diaper II
Equipement de bureau				
Ordinateurs	1 Olivetti	Août 95	neuf	Diaper III
Imprimantes	1 Epson	Août 95	neuf	Diaper III
Onduleurs	1			Minagri
Photocopieurs	1	Juin 95	neuf	Diaper III
Fax	1	Mai 95	neuf	Diaper III
Autres				

1.1.2. Composante nationale

a) Textes de création / ou cadre informel

La situation est particulière au Cap-Vert en ce sens qu'il existe officiellement depuis 1989 (car créée dans le cadre du projet « Alerte Rapide » de la FAO) une Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) qui a en fait un double rôle:

- C'est une Commission Inter-Ministérielle, très élargie, de concertation politique
- dont le Secrétariat Permanent sert de cadre de concertation technique puisqu'il est chargé de la production coordonnée des données statistiques en matière de Sécurité alimentaire.

Le chef de file de cette Commission est le Ministère de l'Agriculture.

On peut donc dire que la Composante Nationale existe, animée par le secrétariat permanent de la CNASA et le GEP.

b) Structures participantes

La composition de la Composante Nationale est la même que celle de la Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire. (CNASA). Elle est donnée dans le paragraphe concernant le « Comité de sécurité Alimentaire ».

c) Mode de fonctionnement

La Commission se réunit systématiquement chaque mois de Mai à Octobre mais les Structures qui en font partie se réunissent chaque fois que se pose un problème particulier en rapport avec la Situation alimentaire.

En fait, le Cabinet d'Etudes et de Programmation (GEP) du Ministère de l'Agriculture rassemble les données statistiques se rapportant à la sécurité alimentaire et établit les « Rapports sur la Sécurité Alimentaire », prévisionnels et définitifs, qui sont soumis à la CNASA par le canal du Secrétariat Permanent.

Le Secrétariat Permanent de la CNASA rédige ensuite et publie un Bulletin trimestriel, synthèse de toutes les informations disponibles sur la Situation Alimentaire.

d) Capacité de coordination à la production des informations statistiques

Cette organisation semble donner entière satisfaction sur le plan de la coordination en matière de statistiques destinées à apprécier la situation en matière de Sécurité Alimentaire.

e) Appréciation des appuis tant matériels que techniques/formation existants provenant d'autres bailleurs

Néant

1.2. Activités

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés céréaliers » dans le cadre du Système d'Information sur les Marchés (SIM).

1.2.1. Les enquêtes

a) L'enquête agricole permanente (voir le questionnaire en Annexe)

L'enquête vise à recueillir des données sur les superficies et les rendements des principales cultures pratiquées afin de faire les prévisions de récolte, d'obtenir des résultats définitifs sur les productions et de faire les bilans céréaliers prévisionnels et définitifs de la campagne agricole.

Elle porte sur les cultures pluviales et les cultures irriguées.

- les organismes impliqués dans sa réalisation

Elle est réalisée par le Cabinet d'Etudes et de Planification du Ministère de l'Agriculture (GEP) avec l'assistance technique et financière de DIAPER.

- les ressources humaines

Il n'y a toujours pas au GEP de Cadre Supérieur de formation Statistique.

La Division des Statistiques Sectorielles comprend:

- 1 Technicien moyen
- 4 Superviseurs basés à Praia (Techniciens professionnels)
- 2 Superviseurs basés respectivement sur les îles de Fogo et de S. Antao réputées difficiles (1 Technicien supérieur et 1 technicien moyen)
- 31 enquêteurs sur les îles, formés sur le tas
- 1 Agent contractuel (Technicien supérieur)
- 2 Agents de saisie (1 technicien professionnel et 1 formé sur le tas)
- 1 Agent informatique (Technicien professionnel)
- 1 Chauffeur

Rappelons que l'Animateur local fait fonction de Responsable de la Division.

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	31	31	budget Etat
Enquêteurs à temps partiel			
Contrôleurs			
Superviseurs régionaux			budget Etat
Techniciens professionnels	4	4	
Technicien supérieur	1	1	
Technicien moyen	1	1	
Superviseurs nationaux			
Agents de dépouillement /saisie			budget Etat
Technicien professionnel	1	1	
Agent	1	1	
Informaticiens			budget Etat
Technicien professionnel	1	1	
Analyste			budget Etat
Technicien supérieur	1	1	
Agent centrale d'information			
Autres Agents			budget Etat
Technicien moyen	1	1	
Chauffeur	1	1	

- les ressources matérielles

La Division des statistiques sectorielles, chargée de l'enquête, travaille actuellement avec trois micro-ordinateurs dont un, acheté par le Ministère de l'Agriculture est ancien et de faible puissance. Deux de ces micros sont neufs ainsi que les deux imprimantes car achetés tout récemment sur Diaper III .

DIAPER II a acheté deux véhicules tout terrain dont l'un est actuellement en service à l'Animation locale (utilisé en même temps par la Division des statistiques sectorielles). L'autre est à l'INFA qui l'a affecté à son pool de véhicules. (Nous en reparlerons dans l'enquête suivi des marchés).

Les 19 motos achetées par DIAPER II sont hors service.

La Division des statistiques sectorielles dispose de 14 motos (dont 2 sont hors service et les 12 autres en mauvais état) achetées sur d'autres projets (projet d'alerte rapide de la FAO et projet japonais) et de 4 motos achetées en 1995 sur Diaper III.

Inventaire du matériel de l'enquête agricole

Type de matériel	Description	Date d'acquisition	Etat	Financement
Déplacement				
Motos TT	19 14 4 Honda	Diaper II FAO et Japon Mai 1995	H.S. dt 2 H.S. et 12 en mauvais état neuves	Diaper II FAO et Japon Diaper III
Mobylettes				
Autres				
Equipement de bureau				
Ordinateurs	1 AGI 1 Epson 1 Olivetti	1989 1993 Août 1995	quelconque bon neuf	Minagri Minagri Diaper III
Imprimantes	1 Epson 1 Epson	1993 1995	bon neuf	Minagri Diaper III
Onduleurs	4	idem ordinateurs	bon	Minagri
Equipements d'enquêtes				
Boussoles	4	1988	bon	FAO
Clinomètres	8	1988	bon	FAO
Mètres ruban	8	1995	neufs	Diaper III
Balances	quelques unes	Diaper II	mauvais	Diaper II
Calculatrices	4	1988	bon	FAO

Notes: - le projet FAO dont il est ici question date de 1988

- la technique (voir le questionnaire en annexe)

Constitution de l'échantillon des exploitations

Le découpage administratif des îles du Cap vert distingue :

- les Conseils
- les Zones (espace territorial composé d'une ou plusieurs localités)

L'enquête est une enquête annuelle par sondage à deux degrés. Les unités primaires sont constituées par les zones et les unités secondaires par les exploitations agricoles.

Les unités primaires font l'objet d'une stratification selon trois critères:

- le climat (semi-aride, semi-humide et humide)
- la répartition géographique (îles)
- le découpage administratif (Conseils)

On a ainsi défini 37 strates dont 35 sont retenues dans le champ de l'enquête.

Les unités primaires ont été tirées avec remise et avec probabilités inégales, proportionnellement au nombre d'exploitations. L'échantillon comporte 156 zones.

Les unités secondaires ont été tirées avec probabilités égales et sans remise. On a tiré en général 25 exploitations par zone retenue dans l'échantillon.

L'échantillon comptait 3586 exploitations en 1988 et 3537 dans l'enquête de la campagne 1994/1995.

Répartition de l'échantillon par Conseils et Zones en 1994/1995

Îles et Conseils	Nbre enquêteurs	Univers		Echantillon	
		Nbre de zones	Nbre exploit.	Nbre de zones	Nbre exploit.
FOGO	5	74	4898	24	599
S. NICOLAU	2	47	1664	12	300
S. ANTAO	6	63	5176	27	698
SANTIAGO		221	17922	65	1624
Praia	3	57	3228	15	375
S. Cruz	2	43	3468	12	300
Tarrafal	3	44	4960	14	349
S. Catarina	5	77	6266	24	600
BRAVA	1	17	942	6	150
MAIO	1	14	696	14	121
BOA VISTA	1	8	482	8	45
S. VICENTE	1	5	136	-	-
SAL	1	5	277	-	-
TOTAL	31	454	32193	156	3537

Note : Les Superviseurs ne sont pas comptabilisés dans ce tableau

Il y en a 4 à Praia, 1 dans l'île de Fogo et 1 dans l'île de S. Antao

Les deux enquêteurs de S.Vicente et de Sal n'interviennent que dans le suivi des marchés

Cet échantillon a été tiré en 1988 et est maintenu tel quel depuis.

Il n'a pas été actualisé depuis bien qu'un Recensement de la population ait été effectué en 1990. On remarquera cependant que la base de sondage était en 1988 une liste exhaustive des exploitations agricoles qui existait grâce aux « Commissions des moradores ». Il n'est pas du tout évident, vu le peu de temps qui sépare ces deux recensements, que le recensement démographique apporte des améliorations importantes en l'utilisant comme nouvelle base de sondage.

Par contre, il serait très souhaitable de refaire un dénombrement exhaustif des exploitations afin de disposer d'une bonne base de sondage pour le tirage d'un nouvel échantillon d'exploitations et revoir les coefficients d'extrapolation.

Pour en limiter le coût, ce dénombrement exhaustif pourrait d'ailleurs n'être effectué que dans les îles ayant une forte activité agricole.

Par la suite, on pourrait changer l'échantillon des exploitations tous les deux ou trois ans car il n'est guère bon d'enquêter chaque année les mêmes exploitants sur une longue période, surtout lorsqu'il s'agit d'une enquête dont une bonne partie se fait par interview.

Un expert de la FAO a recommandé dernièrement de changer également l'échantillon des zones tous les quatre ans. Cette opération est plus difficile à mettre en oeuvre et demanderait l'assistance technique d'un Statisticien. Un appui technique de l'ECA serait alors nécessaire.

La taille de l'échantillon des exploitations agricoles est élevé.(3537 exploitations en 1994/1995 pour 29 enquêteurs soit en moyenne 122 exploitations par enquêteur). Ceci est lié au fait que l'enquête a largement recours à l'interview y compris pour l'estimation des superficies.

Le nombre d'exploitations agricoles de l'échantillon par Conseil semble acceptable pour permettre des résultats significatifs à ce niveau.

Tirage de l'échantillon des parcelles pour le calcul des rendements

Il y a ensuite tirage d'un échantillon de parcelles

- 1 parcelle sur 5 pour les cultures pluviales associées
- 1 parcelle sur 3 pour les cultures pluviales pures
- 1 parcelle sur 5 pour les cultures irriguées

Sur chaque parcelle retenue on pose un carré rendement (de 5 m de côté).

Les instructions demandent qu'un des sommets du Carré de rendement à poser soit le milieu de la plus grande diagonale du polygone constitué par la parcelle. La pose des Carrés de rendement n'est donc pas faite de façon aléatoire puisque le Carré se situe toujours au milieu de la parcelle. Il peut y avoir ainsi un biais systématique dont il serait bon de mesurer l'importance.

La taille des Carrés de rendements pourraient être augmentée (10 m de côté par exemple).

Les produits retenus (les noms portugais sont mentionnés en annexe)

L'observation porte sur les produits suivants:

- cultures pluviales

Maïs	Haricots Congo	Haricots (autres)
Arachides	Manioc	Patate douce
Pomme de terre	Melon	Courge
Pastèque		

- cultures irriguées

Banane	Canne à sucre	Manioc
Patate douce	Pomme de terre	Oignons
Choux pommé	Autres	

L'enquête porte, en principe, sur tous les produits, cultures pluviales et cultures irriguées. Cependant, les données sur les cultures irriguées n'ont pratiquement pas été recueillies lors de la campagne 94/95. En 95/96, la collecte est partielle.

Les données sur les cultures irriguées n'ont jamais été exploitées.

Les variables observées (liste et mode de mesure)

- 1^o phase

1) données démographiques sur l'exploitation (interview)

2) superficie des parcelles et cultures pratiquées(interview)

- nombre de parcelles cultures pluviales
- nombre de parcelles cultures irriguées
- surface des parcelles cultivées par type de culture
- mode de culture (sèche ou humide)
- date de semis
- date de réensemencement
- existence de cultures secondaires

3) Opinion de l'agriculteur(interview)

- disponibilité de semences
- opinion sur la campagne à venir par comparaison avec la campagne précédente
- pour chaque produit, origine, quantité et valeur des semences

- 2^o phase

1^o passage (pose des carrés de rendement)

- récolte de l'année précédente (interview)
- nombre total de pieds (comptage par l'enquêteur)

2^o passage (comptage des pieds ou des épis)

- prévisions de récolte de l'agriculteur pour cette année (interview)
- nombre de pieds sur la parcelle (comptage par l'enquêteur)
- production par pieds (grains) (enquêteur)
- poids prévisionnel de la collecte

3^o passage (récolte des carrés de rendement par l'enquêteur)

- nombre de pieds
- nombre d'épis ou de fruits
- poids brut
- nombre de litres récoltés
- poids en grains

Le déroulement de l'enquête

Avant le lancement de l'enquête sur le terrain on recycle les enquêteurs et les contrôleurs.

L'enquête se déroule en deux phases, la seconde comportant plusieurs passages, selon un calendrier qui dépend de la date des premières pluies qui est assez variable d'une année à l'autre.

En général le calendrier est le suivant:

- **en Juin, première phase** par interview des exploitants de l'échantillon - identification de l'exploitant, caractéristiques des différentes parcelles et dates d'ensemencement, quantités de semences utilisées

- **en Octobre/Décembre, deuxième phase** qui s'effectue en trois temps.

 - Au premier passage, pose des carrés de rendement et comptage des pieds ou des épis afin d'estimer des rendements prévisionnels.

 - Au deuxième passage, comptage des pieds ou des épis en bon état, observation de l'état des cultures fruitières, pour améliorer les prévisions. En réalité cette deuxième phase est exécutée sur le terrain parfois très tardivement par suite des conditions climatiques, et elle n'est pas exploitée car les renseignements ne sont disponibles qu'après le passage de la mission d'évaluation de la campagne CILSS/FAO et n'intéressent plus personne.

- Au troisième passage, au moment de la récolte, récolte des carrés de rendement et pesée de la récolte (rendements définitifs).

On obtient alors les résultats définitifs de la campagne.

Les cultures secondaires sont estimées à partir de déclarations des exploitants.

La qualité des informations recueillies dépend essentiellement de la qualité du contrôle sur le terrain. L'encadrement des enquêteurs est assuré par 6 Superviseurs dont quatre sont basés à Praia et deux sur les îles. Il n'y a pas de contrôleurs et les superviseurs font un travail de contrôleurs.

Le dispositif de contrôle de terrain n'est donc pas satisfaisant alors qu'il est essentiel.

Il manque un contrôleur sur les îles de S. Antao et de Fogo et il serait plus normal qu'il y ait quatre contrôleurs attitrés dans l'île de Santiago et deux superviseurs pour effectivement superviser l'ensemble du dispositif et notamment les îles où il ne peut y avoir qu'un seul enquêteur.

Ceci suppose le recrutement de deux techniciens supérieurs rattachés au service central, capables d'effectuer une véritable supervision et d'un contrôleur pour chacune des îles de S. Antao et de Fogo.

La mesure des superficies

Il n'y a pas de mesure objective des superficies sur le terrain. L'exploitant est censé connaître les superficies de ses parcelles.

L'exploitant peut se tromper dans sa réponse mais, de plus, au Cap vert, l'exploitant exprime ses superficies en «litres», mesure imprécise qui correspond à la quantité de semences de Maïs habituellement nécessaire pour ensemencer 0,1 ha. L'expert de la FAO déjà cité a constaté sur l'île de Santiago que l'exploitant n'apprécie pas les quantités en dessous du quart de litre de semences, ce qui correspond à une erreur de déclaration d'autant plus grande que la parcelle est plus petite (de l'ordre de 12,5% sur la superficie d'une parcelle de 0,10 ha).

Lors du Recensement de l'agriculture de 1988, une enquête complémentaire par sondage sur un échantillon de parcelles avait eu pour objet d'effectuer des mesures de superficies sur le terrain pour les cultures pluviales afin de juger de la fiabilité des réponses des exploitants et, éventuellement, redresser les résultats.

Il y avait des écarts non négligeables entre les superficies déclarées et les superficies ainsi obtenues. Depuis cette enquête complémentaire n'a pas été renouvelée ni étendue aux autres cultures.

Suite à nos recommandations de Janvier 1995, une opération similaire est en préparation avec l'appui technique de l'ECA.

Une telle enquête complémentaire pourrait être réalisée chaque année sur un échantillon de parcelles.

A l'avenir, afin de ne pas alourdir la charge de travail des enquêteurs, on pourrait par exemple ramener à 2000 la taille de l'échantillon des exploitations et, pour ¼ de celles-ci, effectuer la

mesure objective de toutes leurs parcelles. (il faut compter sur une moyenne de 2,5 parcelles par exploitation)

Exhaustivité des fichiers

Les questionnaires sont théoriquement vérifiés sur le terrain par les superviseurs avec retour, si nécessaire, chez l'exploitant.

Toutes les exploitations remplissent le questionnaire lors de la 1^o phase. Il y a quelques fois, mais très rarement, des refus pour la pose des carrés de rendement.

On peut dire que les fichiers informatiques constitués au niveau du GEP sont exhaustifs.

Le traitement des données

Il n'y a ni statisticien, ni informaticien, ni agronome de haut niveau. Le plus étonnant est que l'équipe centrale qui ne comprend qu'un Technicien supérieur (de formation assistante sociale) et un Agent informatique (Technicien professionnel) arrive à exécuter très correctement les travaux courants d'exploitation des données sur micro-ordinateurs et produit des publications statistiques de qualité.

Des formations adaptées au niveau statistique assez rudimentaire de ces agents sont prévues (utilisation de logiciels pour la sortie de tableaux de résultats et pour le calcul des coefficients de variation).

L'exploitation des questionnaires ne concerne que la partie relative aux cultures pluviales. Le volet cultures irriguées n'a jamais fait l'objet d'un traitement.

Une étude est actuellement menée par l'ECA pour voir ce qui pourrait être tiré de ces informations et éventuellement mener une réflexion méthodologique.

- Les données recueillies lors de la 1^o phase

La première phase se déroule de Juin à Octobre. Un contrôle est effectué sur le terrain. Les questionnaires (3537) sont adressés au GEP qui saisit les données sur micro-ordinateurs en DBASE. Trois fichiers sont constitués.(démographie, parcelles, opinion).

Un contrôle d'exhaustivité et des contrôles de vraisemblance sont faits en fin de saisie.

Les données sont ensuite transférées sur SP6 pour être extrapolées et exploitées.

Les résultats sont transférés sur LOTUS ou WORDPERFECT pour établir les publications.

Les graphiques sont obtenus avec HARVARD GRAPHIC mais, cette fois, en entrant les données nécessaires.

- les données recueillies lors des deux premiers passages de la 2^o phase

Ces données sont exploitées systématiquement chaque année mais pas toujours saisies. Quand il y a saisie, elle se fait sous DBASE et a essentiellement un but de contrôle.

Il n'y a pas à proprement parler d'exploitation informatique.

Ces informations servent à établir les prévisions de récolte destinées à l'élaboration du bilan alimentaire provisoire.

- les données recueillies lors du troisième passage de la 2^e phase
 Elles sont saisies sur LOTUS. Elles font l'objet d'extrapolation

- les résultats

Deux publications sont produites par le GEP:

- « Les résultats de l'enquête agricole »

Cette publication, très bien présentée, est complète. Les résultats sont donnés au niveau des 7 Iles et de 4 Conseils (pour l'île de Santiago)

On y trouve des tableaux sur la démographie, les surfaces cultivées, les rendements et les productions des différentes cultures ainsi que sur les disponibilités en semences.

Elle est composée avec WORDPERFECT et HARVARD-GRAFIC et imprimée par une entreprise privée.

- « Le bulletin de statistiques agricoles »

Assez complet et imprimé également par une entreprise privée. Il est composé avec QUATRO-PRO et HARVARD-GRAFIC.

Celui de 1995 a été préparé en Mars 95 mais n'a pas été publié car, paraît-il, certaines informations manquaient ou n'étaient pas fiables. Une réflexion sur le contenu de ce bulletin est en cours au GEP. D'autre part une nouvelle répartition des tâches au sein de la Division doit permettre de mobiliser tous les Agents sur ce travail.

Le Responsable de la Division, qui est aussi l'Animateur local, espère être en mesure de publier le bulletin de Mars 1996.

Il n'est jamais de l'intérêt d'un Service de statistiques d'interrompre la publication d'un bulletin même pour une durée que l'on espère courte. Les conséquences d'une telle interruption ne sont pas toujours prévisibles. Mieux vaut publier avec des séries provisoirement incomplètes que de ne pas répondre à l'attente des utilisateurs. L'Animateur local n'a pas semblé très convaincu par cette remarque.

Depuis notre passage en Janvier 1995 les fichiers de la Centrale d'information ont été retrouvés et installés sur un nouvel ordinateur. Elle n'a fait l'objet d'aucune mise à jour depuis bien longtemps. Le mot de passe était même oublié et il a fallu le chercher dans les programmes eux-mêmes.

Elle serait donc en état de fonctionner si quelqu'un était affecté à ce travail. Ce serait peut-être une manière de relancer la recherche des informations nécessaires au Bulletin annuel de statistiques.

Le bulletin de Mars 1995 comprenait des informations statistiques sur:

- la Météorologie
- la Population résidente (RGPH 1980 et 1990)
- la Population agricole (RGA 1988)
- le Crédit agricole (source: Banque du Cap Vert)
- le Programme d'investissement

- la Consommation alimentaire (source EMPA)
 - les Superficies cultivées (Recensements de l'agriculture 1978 et 1988)
 - l'Origine des semences
 - la Production agricole (de 1971 à 1993)
 - les prix de certains produits (source: Direction Générale des Statistiques)
 - les Importations et les Exportations (source: Direction Générale des Statistiques)
 - l'Aide alimentaire (de 1988 à1993)
 - l'Elevage (de 1970 à 1993) (Direction de l'Elevage)
 - la Reforestation

Les principaux organismes destinataires sont ceux qui composent la CNASA.

- la précision des résultats

- calculs des coefficients de variation

Le GEP n'a jamais calculé les coefficients de variation sur les résultats des enquêtes. Il est donc difficile de se prononcer sur leur fiabilité au point de vue purement statistique.

Il a cependant les logiciels nécessaires que l'Agent informatique a pu utiliser devant nous. Malheureusement, il est tombé malade le jour même, très forte conjonctivite évidente, et nous n'avons pas pu sortir de calculs sur des variables significatives.

- état des fichiers

Les fichiers existent avec, par exemple, pour 94/95 les superficies des parcelles et les rendements par carrés de rendement.

- écarts entre prévision et résultats définitifs

Nous avons essayé de comparer les prévisions et les résultats définitifs des dernières campagnes pour la production de maïs qui est de loin la principale céréale du Cap Vert.

Nous n'avons trouvé que quelques résultats.

Il serait sans doute assez facile à l'ECA de le faire. Nous pensons qu'il serait instructif de voir si les écarts entre prévisions et résultats définitifs étaient acceptables avant 1991, ce que laisseraient supposer les résultats de l'année 1990.

Il faudrait alors essayer d'expliquer pourquoi les prévisions et les résultats définitifs diffèrent systématiquement du simple au double depuis 1992.

Année	Prévisions	Résultats définitifs
1988		16 507
1989		9 714
1990	12 957	11 418
1991		8 258
1992	5 574	10 265
1993	5 545	11 888
1994	1 503	3 162

- l'estimation des rendements

Nous avons fait sortir des tableaux de calcul de la production de Maïs pour la campagne 1994/1995 pour FOGO et SANTO ANTAO. Il y a des résultats curieux au niveau des rendements, comme le montre les tableaux des pages suivantes.

Rappelons qu'à partir du rendement des carrés et des superficies des parcelles échantillon sur lesquelles ils ont été tirés, on calcule un rendement moyen par zone (production totale des parcelles sur lesquelles il y a un carré de rendement rapportée à la superficie totale de ces mêmes parcelles).

A partir de ces rendements moyens par zone et des superficies des exploitations échantillon des zones, on calcule un rendement moyen par grandes zones climatiques (production totale des exploitations échantillon de la zone rapportée à la superficie totale de ces mêmes exploitations)

Enfin, à partir des superficies extrapolées des grandes zones climatiques et des rendements de celles-ci, on calcule la production totale de l'Île ou du Conseil.

Il semble y avoir deux problèmes majeurs sur lesquels il serait bon d'obtenir des éclaircissements:

- il y a de nombreuses zones où l'on a enregistré une culture (puisque l'on a enregistré une superficie cultivée lors de la première phase) et où l'on n'a placé aucun carré de rendement. Cela voudrait-il dire que les exploitants n'ont finalement pas cultivé leurs parcelles comme ils l'avaient déclaré lors du premier passage de l'enquêteur ?

La superficie est cependant prise en compte dans les calculs de rendements moyens alors qu'il n'y a pas eu de carrés observés.

- il y a, d'autre part, de nombreux carrés de rendement qui ont un rendement nul alors que les autres carrés placés dans la même zone ont produit. Ceci est peut-être vrai dans certains cas mais on peut également se poser des questions - contrôle insuffisant - passage trop tardif après que l'exploitant ait fini sa récolte ?

Tout ces rendements nuls font baisser fortement les rendements moyens.

On constate aussi que l'on ne pose qu'un seul carré de rendement quelle que soit la taille de la parcelle, la mesure erronée du rendement d'un seul carré peut donc fausser le rendement moyen d'une zone pour peu que ce carré soit situé dans une grande parcelle.

Nous suggérons de calculer le rendement moyen d'une zone par simple moyenne des rendements des différents carrés de la zone.

Nous avons constaté enfin dans une zone de Santo Antao des écarts vraiment surprenants. Le rendement est de 0 pour 2 carrés, autour de 200 kg/ha dans 3 carrés et de 1856 kg/ha dans un dernier carré.

Erreur de mesure, erreur de report, erreur de saisie ?

Nous recommandons en conséquence de faire une analyse approfondie sur l'évaluation des rendements, choix des parcelles échantillon, pose des carrés, comptage et pesées des récoltes, méthode de calcul des rendements moyens par zones.

Ile de FOGO	Maïs		Superficies en litres	Rendements en kg/ha	
Zones	Sup. des exploitations échantillon	Nb de carrés	Rendt. Mini	Rendt. maxi	Rendt. moyen
Zone humide					
1	268	4	256	1760	1201
2	239	2	0	250	115
3	74	0	0	0	0
Rendement moyen zone humide					602
Zone sub-humide					
1	474	0	0	0	0
2	333	0	0	0	0
3	294	3	0	0	0
4	450	0	0	0	0
5	376	5	0	256	100
6	441	2	90	214	103
Rendement moyen zone sub-humide					35
Zone semi-aride					
1	437	3	0	0	0
2	269	4	0	0	0
3	209	2	0	0	0
4	194	3	80	192	114
5	265	0	0	0	0
6	165	0	0	0	0
7	320	0	0	0	0
8	153	0	0	0	0
9	323	0	0	0	0
10	288	0	0	0	0
11	306	0	0	0	0
12	306	0	0	0	0
13	163	0	0	0	0
14	149	0	0	0	0
15	224	0	0	0	0
Rendement moyen zone semi-aride					6
Rendement moyen de FOGO					68

Ile de SANTO ANTAO**Maïs**

Superficies en litres
Rendements en kg/ha

Zones	Sup. des exploitations échantillon	Nb de carrés	Rendt. Mini	Rendt. maxi	Rendt. moyen
Zone humide					
1	253	6	208	736	589
2	193	0	0	0	0
3	185	0	0	0	0
4	68	0	0	0	0
Rendement moyen zone humide					213
Zone sub-humide					
1	284	0	0	0	0
2	231	4	320	640	571
3	157	6	0	0	0
4	199	0	0	0	0
5	274	0	0	0	0
6	138	6	0	1856	514
7	308	4	0	192	30
8	281	4	0	640	252
9	370	7	0	1120	225
10	197	0	0	0	0
11	334	4	400	560	455
12	136	0	0	0	0
13	226	0	0	0	0
14	397	0	0	0	0
15	245	3	0	1184	696
16	240	7	560	896	688
17	432	0	0	0	0
18	535	0	0	0	0
Rendement moyen zone sub-humide					171
Zone semi-aride					
1	233	0	0	0	0
2	197	0	0	0	0
3	417	7	640	1200	790
4	303	5	0	0	0
5	172	1	0	0	0
6	227	4	640	1120	829
Rendement moyen zone semi-aride					334
Rendt moyen de SANTO ANTAO					210

- le matériel acquis au titre de DIAPER III

Inventaire du matériel DIAPER III

Type de matériel	Description	Date d'acquisition	Etat	Observations
Déplacement				
Motos TT	4 Honda	Mai 1995	neuves	
Equipement de bureau				
Ordinateurs	1 Olivetti	Août 1995	neuf	
Imprimantes	1 Epson	1995	neuve	
Equipements d'enquêtes				
Décamètres	8	1995	neufs	

- la fréquence des recours d'expertise auprès de l'ECA

L'ECA est intervenu quatre fois en 1995 :

- en Août et en Décembre pour lancer l'enquête légère sur les superficies et l'exploitation des données sur les cultures irriguées,
- en Octobre en appui technique pour les prévisions de récoltes
- en Septembre en appui institutionnel (suivi du projet Diaper, finances et activités)

- la documentation disponible

Il semble que la documentation technique sur les méthodes d'enquêtes statistiques en agriculture qui a pu exister à la Division des statistiques sectorielles ait en grande partie disparu et qu'il soit difficile de reconstituer un fonds documentaire sérieux.

Il resterait quelques brochures méthodologiques sur les enquêtes faites dans le Sahel mais nous ne les avons pas vues.

Il n'y a rien apparemment des brochures méthodologiques de la FAO sur les recensements et les enquêtes par sondage ou de brochures similaires.

En ce qui concerne la documentation propre à l'enquête, nous avons pu voir:

- le manuel de l'enquêteur du Recensement agricole de 1988 (toujours utilisé)
- le manuel du superviseur et du contrôleur (toujours utilisé)
- Les instructions pour le calcul des superficies des parcelles

En ce qui concerne la documentation informatique, elle est très pauvre et les Agents travaillent sur des logiciels dont ils n'ont pas les manuels d'utilisation, c'est le cas de WORD6, de SPSS, de SP6, de WORDPERFECT. Peut être que quelques brochures sur l'utilisation de ces logiciels installés seraient appréciées.

La documentation sur la centrale d'information existe, au moins pour l'essentiel:

- le manuel de l'utilisateur

- le manuel de mise à jour (Mars 1992)
- les manuels « Amélioration de la centrale d'information » (octobre 1990)
- les fiches de codes
- les fiches de modification

b) L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)

Elle concerne les prix des céréales et des légumes. L'INFA souhaite ajouter un volet sur les prix de la viande mais ne semble pas près d'aboutir.

- les organismes impliqués dans sa réalisation

Elle est réalisée par l'Institut National de Promotion Agricole (INFA) avec le concours permanent de 14 enquêteurs du GEP. Le dispositif de collecte de « l'enquête suivi des marchés » repose donc essentiellement sur celui de l'enquête agricole.

L'INFA bénéficie d'un appui technique dans le cadre d'un projet FAO (d'un expert en commercialisation et d'équipement (micro-ordinateur, photocopieuse, etc..)).

- les ressources humaines

L'enquête suivi des marchés est réalisée par:

- Le Chef de la Division commercialisation de l'INFA
- 1 Agent informatique
- Les superviseurs et enquêteurs du GEP
- La délégation régionale de l'INFA de S. Antao
- La Municipalité de Sal

Par ailleurs, l'INFA bénéficie de l'appui technique d'un expert en commercialisation de la FAO.

A noter que l'Agent informaticien réalise également des enquêtes dans l'île de Santiago et des supervisions dans les autres îles. C'est un peu l'homme « orchestre » de l'enquête et il serait fortement souhaitable qu'il soit assisté d'un Contrôleur d'enquêtes pour le décharger de cette fonction et aussi pour le seconder, et éventuellement le suppléer en cas d'absence. Il n'est pas bon que l'exploitation d'une enquête repose sur un seul agent.

- les ressources matérielles

Pour le traitement et la publications des données sur les prix, l'INFA dispose d'un micro-ordinateur et d'une photocopieuse achetés dans le cadre d'un projet FAO. Un micro-ordinateur acheté par DIAPER III lui sera bientôt livré par l'Animateur local.

DIAPER II avait acheté un véhicule tout terrain pour l'enquête sur les marchés. Lorsque l'INFA a pris en charge la réalisation de cette enquête, le véhicule s'est trouvé affecté au pool de véhicules de cet Institut. Le responsable de l'enquête n'en a plus l'entièvre disposition.

Nous avions pensé en Janvier qu'il était souhaitable que l'Animateur local intervienne pour que le véhicule soit de nouveau affecté exclusivement à l'enquête mais, compte tenu que DIAPER n'assure plus l'entretien et les réparations des véhicules du SIM (le véhicule est en panne sérieuse) et qu'il faudrait obtenir l'affectation d'un chauffeur, nous pensons maintenant qu'il serait très risqué de soulever ce problème.

L'INFA a une moto achetée par DIAPER II

- la technique

Elle concerne les prix des céréales et des légumes.

L'INFA s'intéresse à l'ensemble de la filière prix, du producteur au consommateur.

Elle est réalisée par l'Institut National de Promotion Agricole (INFA) avec le concours permanent de 14 enquêteurs du GEP et d'un agent de l'INFA (sur l'île de Santiago)

Elle porte sur les 21 marchés les plus représentatifs, 7 marchés de producteurs (au lieu de 6 en 1994) et 14 marchés de consommateurs (au lieu de 27 en 1994).

Répartition des marchés:

Iles	Marchés de Producteurs	Marchés de consommateurs
Santiago	2	4
Boa Vista	1	1
Maio	1	1
S. Antao	1	3
Fogo	1	1
S. Nicolau	1	1
Sal		1
S. Vicente		1
Brava		1
TOTAL	7	14

Fréquence des relevés:

Les prix sont relevés une fois par semaine sur chaque marché. Les mêmes enquêteurs relèvent également les prix dans des magasins pour les céréales et dans des super-marchés pour les légumes.

Documents d'enquêtes:

Les fiches de relevés ont été élaborées dans le cadre d'un projet d'alerte rapide de la FAO. Deux types de fiches d'enquêtes sont remplies, l'une pour les céréales, l'autre pour les légumes.

Produits concernés:

L'enquête porte sur les produits suivants:

Courges	Patates douces	Pommes de terre
Oignons	Carottes	Choux verts
Manioc	Piments	Choux pommés
Tomates	Bananes	Papayes
Haricots (3 variétés)	Maïs	

Méthodes de mesures:

Tous les prix sont exprimés directement en Escudos/Kg. Les transactions se font toutes dans cette unité sur les marchés ou magasins enquêtés. Il n'y a donc pas de pesées à faire.

Le contrôle:

Il est assuré par:

- les Délégations de l'INFA dans les îles de Fogo, S. Vicente, S. Antao et S. Nicolau
- les superviseurs du GEP et par l'enquêteur de l'INFA à Santiago.

L'enquêteur de l'INFA fait aussi des contrôles dans les autres îles quand les crédits le lui permettent. Les responsables de l'équipe centrale de l'INFA profitent également de leurs déplacements dans les îles pour assurer un contrôle inopiné des enquêteurs.

Il faudrait prévoir un recyclage des enquêteurs et assurer un contrôle plus régulier dans les îles où il n'y a pas de délégation de l'INFA.

Transmission des données collectées:

Les résultats étaient jusqu'à fin décembre 1994 transmis à l'INFA par téléphone chaque mercredi et les fiches remontaient ensuite à l'INFA par courrier. Début 1995, de gros problèmes de financement ont perturbé ce dispositif.

De Janvier à Juillet 1995, les observations sur les marchés de producteurs ont été pratiquement abandonnées. Elles n'ont repris qu'en Août.

Les problèmes de transmission sont pratiquement résolus maintenant et les fiches sont, pour la plupart, transmises par fax., des fax ayant été installés dans chaque île dans le cadre du projet « Alerte rapide » de la FAO et le central téléphonique de l'INFA étant installé.

Le traitement des données:

Les données transmises par les enquêteurs sont toutes saisies sur micro-ordinateur et font l'objet d'un traitement informatique.

- les résultats

L'INFA publie chaque samedi dans le journal les principaux prix relevés, ce qui représente 1/8^e de page du journal.

Copie de cette publication est adressée aux délégations de l'INFA et à un certain nombre d'Organismes (Ministères, FAO, Coopératives, Mairies, etc...)

Le journal n'ayant pas été payé au cours de l'année 1994, la publication a été arrêtée du 1^{er} janvier au 30 Septembre 1995. Une nouvelle convention ayant été signée, elle a repris en Octobre 1995.

Les résultats complets sont analysés chaque mois par l'INFA et une synthèse est présentée chaque trimestre à la Commission Nationale pour la Sécurité alimentaire qui les reproduits dans son bulletin trimestriel.

Il faut aussi mentionner que des producteurs et des commerçants interrogent directement les délégations de l'INFA.

Il n'y a pas de bulletins diffusés à la radio. Il n'est d'ailleurs pas évident que de tels bulletins auraient un impact important.

Dans une étude sur l'impact du SIM en 1994, l'INFA a, paraît-il, prouvé que des changements bénéfiques et significatifs étaient intervenus dans les circuits d'approvisionnement de certaines îles et en particulier de l'île de S. Vicente, changements à mettre à l'actif de la diffusion des informations obtenues par l'enquête.

1.2.2. Animation locale

a) Rapport d'activité succinct

Cette année a été l'année du démarrage effectif de l'Animation locale. Un Secrétaire comptable a été recruté, le compte bancaire a été ouvert et l'Animation locale s'est installée dans ses nouveaux locaux.

Le premier travail a consisté à apurer la situation financière de 1994, le Comité Directeur de DIAPER ayant autorisé le remboursement du pré-financement des enquêtes effectuées par le gouvernement du Cap-Vert en 1994. Le compte n'est cependant pas encore clôturé, des engagements étant encore à liquider. Ce devrait être chose faite assez rapidement.

La mise en oeuvre du Devis-programme 1995/1996 n'a démarrée qu'en Septembre, la signature du Devis-programme n'étant intervenue que fin Août. Le Gouvernement Capverdien a cependant procédé à un pré-financement qui a permis de démarrer les activités d'enquêtes sans trop de retard.

Les évaluations de production pour la campagne à venir ont été faites à temps pour la mission FAO/CILSS.

L'Animateur local participe régulièrement aux réunions de la Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire.

Rappelons qu'il fait également fonction de Responsable de la Division des Statistiques Sectorielles du GEP.

b)- Relations de travail et collaboration avec les autres organismes impliqués dans l'appui aux systèmes d'information sur la Sécurité Alimentaire

Ces relations sont forcément excellentes puisque l'Animateur local est en même temps Responsable de la Division des Statistiques Sectorielles et qu'à ce titre il fait partie de la Commission nationale pour la Sécurité alimentaire et de la Composante Nationale.

1.3. Gestion des devis-programmes

a) Mise en place des fonds FED et des 27 % de contrepartie nationale du Devis-Programme 95/96

En ce qui concerne l'exécution du devis-programme 1995/1996, des difficultés sont apparues car l'inscription budgétaire de la contrepartie de 27% que le Gouvernement du Cap-Vert devait apporter n'avait pas été faite. Tout s'est arrangé finalement fin Août 1995 par la signature du devis-programme par l'Ordonnateur National.

La mise en oeuvre du Devis-programme n'a donc démarrée qu'en Septembre et la mise en place des crédits de DIAPER a eu lieu dans la deuxième quinzaine de Septembre.

Les activités ont cependant démarré avec le préfinancement du Gouvernement Capverdien pour un montant de 3.712.981 escudos, soit plus que le montant de la contrepartie de 27% des frais de collecte qui lui était demandée (1.685.092 escudos)

b) Niveau d'exécution du Budget 1995/1996

Compte tenu de ce qui précède, la situation budgétaire est particulière au Cap Vert. Le Budget est exécuté en ce début Décembre au niveau de:

- 50% en ce qui concerne l'enquête agricole,
- 8% en ce qui concerne l'enquête Suivi des Marchés
- 27,5% en ce qui concerne l'Animation locale

Dans les tableaux suivants nous avons mis les paiements et non les engagements car il n'y a pas d'engagements non payés

Enquête agricole permanente (Escudos) 1995/1996

Rubrique	Montant devis 95/96	Montant total payé	Montant du Budget		Montant paiements		Solde (Budget - paiements)		
			FED	Etat	FED	Etat	FED	Etat	TOTAL
Collecte									
Salaires	3 712 363	2 666 019	2 027 271	1 685 092		2 666 019	2 027 271	-	980 927
Indemnités	280 014	194 040	280 014			194 040	280 014	-	194 040
Frais de mission	422 400	236 786	422 400		115 608	121 178	306 792	-	121 178
Primes d'analyse	26 772	169 260	26 772		169 260	26 772	-	169 260	- 142 488
Carburant	253 260	217 268	253 260		89 108	128 160	164 152	-	128 160
Entretien matériel	524 728	205 498	524 728		46 409	159 089	478 319	-	159 089
Matériel de collecte	762 785	24 110	762 785			24 110	762 785	-	24 110
Reproduction des questionnaires	99 155		99 155				99 155		99 155
Recyclage agents de collecte	159 607		159 607				159 607		159 607
<i>Total opérations de collecte</i>	<i>6 241 084</i>	<i>3 712 981</i>	<i>4 555 992</i>	<i>1 685 092</i>	<i>251 125</i>	<i>3 461 856</i>	<i>4 304 867</i>	<i>-1 776 764</i>	<i>2 528 103</i>
Équipement									
Moyens de transport	396 620		396 620				396 620		396 620
Matériel informatique et fournitures « centrale »	793 240		793 240				793 240		793 240
<i>Total équipement</i>	<i>1 189 860</i>		<i>1 189 860</i>				<i>1 189 860</i>		<i>1 189 860</i>
<i>TOTAL budget</i>	<i>7 430 944</i>	<i>3 712 981</i>	<i>5 745 852</i>	<i>1 685 092</i>	<i>251 125</i>	<i>3 461 856</i>	<i>5 494 727</i>	<i>- 1 776 764</i>	<i>3 717 963</i>

Note: les 1 685 092 inscrits comme montant du budget de l'Etat correspondent aux 27% de contrepartie exigés.

Enquête Suivi des Marchés (Escudos) 1995/1996

Rubrique	Montant devis 95/96	Montant total payé	Montant du Budget			Montant paiements			Solde (Budget - Paiements)		
			FED	Etat	FED	Etat	FED	Etat	FED	Etat	FED
Collecte											
Salaires	449 767		170 266	279 501			170 266	279 501			449 767
Indemnités	40 455		40 455						40 455		40 455
Frais de mission	177 341		177 341						177 341		177 341
Primes d'analyse	53 544		53 544						53 544		53 544
Carburant	25 200	1 890	25 200		1 890				23 310		23 310
Entretien matériel	73 934	3 000	73 934		3 000				70 934		70 934
Reproduction des questionnaires	64 947		64 947						64 947		64 947
Diffusion des résultats	150 000	78 000	150 000		78 000				72 000		72 000
<i>Total opérations de collecte</i>	1 035 188	82 890	755 687	279 501	82 890		672 797	279 501			952 298
TOTAL budget	1 035 188	82 890	755 687	279 501	82 890	0	672 797	279 501			952 298

Animation locale (Escudos) 1995/1996

Rubrique	Montant devis 95/96	Montant total payé	Montant du Budget			Montant paiements			Solde (Budget - Paiements)		
			FED	Etat	FED	Etat	FED	Etat	FED	Etat	FED
Salaires											
Salaires	648 000	378 000	648 000		378 000		270 000		270 000		270 000
Fonctionnement	610 129	104 431	610 129		104 431		505 698		505 698		505 698
Impression et Diffusion	495 775		495 775				495 775		495 775		495 775
TOTAL budget	1 753 904	482 431	1 753 904	-	482 431	-	1 271 473	-	1 271 473	-	1 271 473

c) Principales difficultés rencontrées dans l'exécution

La principale difficulté est venue de la non budgétisation des 27% de contrepartie par l'Etat Capverdien en temps voulu. Il s'en est suivi des retards dans la mise en oeuvre du devis-programme. Tout est rentré dans l'ordre avec la signature du devis-programme par les Autorités compétentes, d'autant plus facilement que le Gouvernement Capverdien avait procédé à un pré-financement.

d) Proposition de solutions

Les problèmes étant réglés, il n'y a pas lieu à propositions.

1.4. Mise en oeuvre des conditionnalités

a) Comité de sécurité alimentaire

Selon le Protocole d'exécution de DIAPER III, le Comité de Sécurité Alimentaire, dont la constitution est une conditionnalité du projet, est un cadre de concertation politique chargé de l'utilisation des conclusions tirées des travaux de DIAPER, en liaison avec les autres actions menées dans le pays en matière de Sécurité Alimentaire.

- textes législatifs existants

Une Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) inter-Ministérielle a été créée en 1989 dans le cadre du projet « Alerte Rapide » de la FAO.

Cette commission a un caractère à la fois politique et technique et pourrait être considérée comme « Comité de Sécurité Alimentaire », d'autant qu'elle a été officialisée par Décret.

Le Directeur du GEP a d'ailleurs écrit en Août 1995 au Directeur Général du Centre Agrhymet pour lui proposer que cette Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire soit considérée comme Comité de Sécurité Alimentaire.

- composition

La Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) est composée principalement de représentants :

- du Ministère l'Agriculture
- du Cabinet d'Etudes et de Planification (GEP)
- de la Direction Générale de l'Agriculture, Sylviculture et Elevage
- de l'INIDA, Institut public de recherche et de développement agricole
- de l'INFA, Institut National de Promotion Agricole et de l'Elevage
- du Ministère de la Mer
- de la Direction Générale de la pêche

- de l'Entreprise de gestion des Ports (ENAPOR)
- de l'INDP, Institut National de Développement des Pêches
- du Ministère de la Santé
 - de la Direction du programme nutritionnel
 - de la Division de l'épidémiologie et de la recherche
 - des Services de la PMI/PF
- du Ministère du travail , de la jeunesse et de la Promotion Sociale
- du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
 - de la Direction Générale de la Coopération internationale
- du Ministère des Finances
- de la Direction Générale des Douanes
- du Ministère de la Coordination Economique
- de la Direction Générale des Statistiques
- du Projet d'appui aux groupes vulnérables
- du Ministère de l'infrastructure et des transports
- du Ministère du tourisme, de l'industrie et du Commerce
- des Moulins du Cap Vert (MOAVE)
- de l'EMPA, organisme public chargé des importations commerciales
- du Correspondant National du CILSS
- de certains projets.

Remarque: Ces appellations sont susceptibles de changer en fonction de la Loi-Organique qui vient juste d'être publiée au Journal Officiel.

- opérationnalité

La Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) se réunit chaque mois de mai à octobre.

Elle dispose d'un Secrétariat permanent de trois personnes - un informaticien, un agronome et un nutritionniste - qui est rattaché à la Direction Générale de l'Agriculture, Sylviculture et Elevage.

Ce Secrétariat collecte les informations, organise la concertation entre les différentes structures, analyse les résultats et rédige les documents de synthèse qu'il diffuse dans un bulletin trimestriel sur la situation alimentaire. Le quatrième trimestre 1995 est en cours d'élaboration. Il diffuse également des « flash-info » de temps en temps.

Il existe aussi des Commissions Régionales au niveau de chacune des îles.

b) Dispositions prises et/ou envisagées pour la prise en charge des opérations de collecte par l' Etat à hauteur de 40,4 %.

Voir ci-après la partie programmation de ce rapport.

c) Activités menées dans ce cadre.

Le Ministère de l’Agriculture a inscrit dans sa demande de budget d’investissements 5 millions d’Escudos.

1.5. Bonus-Malus

Le Gouvernement du Cap-Vert fait des efforts louables en acceptant de pré-financer l’enquête agricole pour un montant nettement supérieur à la contrepartie qui lui est demandée. Les enquêtes peuvent ainsi se dérouler dans les délais normaux.

II. Programmation des activités du Devis- Programme III

2.1. Les enquêtes

2.1.1. L'enquête agricole:

L'enquête agricole est exécutée par le Cabinet d'Etude et de Planification (GEP) du Ministère de l'Agriculture. Les objectifs de l'enquête sont essentiellement: la prévision des récoltes de céréales en octobre, l'estimation de la production agricoles annuelle.

L'enquête couvre toutes les îles agricoles, elle fournit les résultats par îles et, pour l'île de Santiago par Conseil.

Améliorations méthodologiques:

1. Dans les prévisions de récoltes telle que faite actuellement, l'enquête ne fournit que les estimations de superficies. Les éléments que l'enquête doit fournir pour permettre de faire les prévisions de rendement ne sont pas obtenus en temps opportun et ce, à cause du décalage qu'accuse la saison pluvieuse.

Les efforts entrepris pour l'amélioration de l'estimations des superficies ont aboutit au lancement, au mois de décembre 1995, de l'enquête légère sur les superficies des parcelles cultivées. Au vu des résultats de cette enquête, la décision d'intégrer ou pas les mesures objectives des parcelles sera prise.

2. La base de sondage de l'enquête agricole provient du recensement agricole de 1988. Lors de ce recensement il a été procédé au dénombrement de toutes les exploitations agricoles du pays. Après huit ans le nombre d'exploitations recensés utilisé dans les extrapolations mérite d'être actualisés.

Il est prévu avant le lancement de la prochaine enquête, une mise à jour de la base de sondage ou tout au moins des îles les plus importantes sur le plan agricole. Cette mise à jour consistera en un dénombrement exhaustif des exploitations agricoles des îles.

A défaut de ne pas pouvoir prendre en charge la totalité des îles, les plus importantes seront retenues. Sur les 32.193 dénombrés en 1988, environ 30.000 appartiennent aux îles de Santiago, Fogo, San Nicolau et Santao Antao. Une mise à jour dans ces 4 îles peut être essentielle dans l'amélioration de la base da sondage.

Les résultats de l'opération seront utilisés pour la mise à jour des coefficients d'extrapolation de la présente campagne et pour le tirage de l'échantillon des prochaines campagnes. On prévoit que les travaux de terrain se déroulent sur deux mois: juin et juillet.

3. Concernant les cultures irriguées, une étude pour la mise en oeuvre d'une méthodologie d'estimation de leur production sera entreprise par la FAO d'ici au mois de février. Cette étude durera environ 3 mois. La méthodologie dégagée pourra être mise à profit pour améliorer le volet cultures irriguées de l'enquête agricole dès la prochaine campagne.

Moyens à mettre en oeuvre:

En plus des moyens classiques à mettre en oeuvre (recyclage, reproduction de questionnaires,...), il faut ajouter:

* ressources humaines: Pour l'opération de mise à jour de la base de sondage, avec l'hypothèse que chaque enquêteur pourra dénombrer en moyenne 7 exploitations par jour, et en considérant 50 jours d'enquête pendant les deux mois prévus, on arrive à un total d'environ 85 enquêteurs à repartir de la manière suivante:

ILES ET CONSEILS	NOMBRE DE ZONES	NOMBRE D'EXPLOITATIONS EN 1988	NOMBRE D'ENQUETEURS		
			PERMANENT	SUPPLEMENTAIRE	TOTAL
BRAVA	17	942	1	2	3
BOAVISTA	8	482	1	-	1
MAIO	14	696	1	1	2
FOGO	74	4 898	5	9	14
S. NICOLAU	47	1 664	2	3	5
S. ANTAO	63	5 176	5	10	15
SANTIAGO	221	17 922	13	38	51
Praia	57	3 228	3	6	9
S. Cruz	43	3 468	2	8	10
S. Catarina	44	4 960	3	11	14
Tarafal	77	6 266	5	13	18
TOTAL	444	31 780	28	63	91

L'équipe de 28enquêteurs sera donc complétée par 63 enquêteurs supplémentaires qui seront recrutés pour une période de deux mois et demi. Il leur sera versé pendant cette période un salaire (qui inclut les indemnités de déplacement) équivalent à celui des autres enquêteurs.

La formation de tous les superviseurs aura lieu à Praia et chaque superviseur sera chargé de former ses enquêteurs dans l'île ou le Conseil où il sont recrutés et doivent travailler. Sur les îles où il n'y a pas de superviseur, les enquêteurs seront formés par une mission spéciale.

* moyens de déplacement: Dans l'objectif de renouveler le parc motos pour renforcer le dispositif de collecte, 20 motos seront achetées.

* carburant: La quantité de carburant inscrite au devis-programme 1995-96 ne correspond pas à la consommation réelle des types d'engins à 2 roues utilisés au Cap-Vert. Cette sous-estimation aurait posé des problèmes si l'enquête s'était déroulée sur cette base. Le préfinancement de l'Etat s'est faite sur une base mensuelle de 30 litres par enquêteur et de 40 litres par superviseurs. La non prise en compte dans le devis-programme de ces coûts réels

risque à terme de compromettre l'exécution de l'enquête: le budget que l'Etat allouera aux frais de collecte dans le cadre de l'internalisation sera insuffisant.

Dans le projet de budget pour les enquêtes, les quantités telles qu'arrêtées par le Comité Directeur ont toutefois été reconduites. Elles doivent nécessairement être revues à la hausse.

* matériel informatique: Les 3 ordinateurs du GEP sont actuellement des outils de travail de l'analyste, de l'informaticien et des 2 agents de saisie. L'achat d'un nouvel ordinateur et d'un onduleur pour renforcer le dispositif de saisie s'avère donc nécessaire. D'autre part il serait souhaitable de doter la Division d'une imprimante laser pour faciliter les travaux de publication.

* matériel d'enquête: Il ressort des entretiens avec l'Animateur Local un besoin de renouvellement des boussoles sur le terrain. Dans cette optique, on programme l'achat d'une balance de précision pour chacun des 31 enquêteurs.

* besoins en appui technique: L'ECA appuiera l'enquête dans la mise à jour de la base de sondage, dans le traitement de l'enquête légère sur les superficies ainsi que dans la définition d'un nouvel échantillon pour la campagne 1996/97.

2.1.2. Enquête suivi des marchés:

Elle est exécutée par l'Instituto Nacional de Fomento Agrario (INFA). Les marchés couverts sont sensés représenter l'ensemble du pays. Le dispositif de collecte de l'enquête suivi des marchés repose sur celui de l'enquête agricole.

La méthodologie de collecte, le nombre de marchés couverts présentés dans la partie évaluation ne connaîtront pas de changements majeurs.

Le renforcement du contrôle de l'enquête agricole implique celui de l'enquête suivi des marchés.

La diffusion des publications par voie de presse se poursuivra. Le contrat avec le journal chargé de la diffusion doit se renouveler en octobre 1996.

2.1.3. Recensement du bétail

Un recensement du cheptel a été entrepris par la Direction de l'Elevage sur financement national. Ce recensement se fait en deux phases:

- une première phase consiste à faire un recensement exhaustif des exploitations d'élevage.
- une deuxième phase consistera au suivi d'un échantillon d'exploitations pour la détermination de paramètres zootechniques.

Le traitement des données de la première sont actuellement en cours. Au terme de ce traitement une base de sondage pour une enquête sur les paramètres zootechniques sera disponible. L'ECA appuiera la Direction de l'Elevage pour l'adaptation de la méthodologie qui sera élaborée par l'étude sur le suivi du troupeau au Burkina Faso.

2.2. L'animation locale:

Les appuis techniques de l'animateur local se situeront essentiellement sur le déroulement des opérations sur le terrain. Il pourra dans ce cas combler le vide dû à l'absence dans le dispositif d'enquête, notamment pour l'enquête agricole, de superviseurs au niveau central.

Les supervisions des enquêtes au niveau central reposeront beaucoup sur l'animateur local. A chacune de ses supervisions, l'Animateur local fera part à l'ECA du niveau d'exécution des enquêtes sur le terrain (enquête agricole et SIM). Ces rapports doivent comporter en outre la synthèse des rapports de supervision des structures exécutantes ainsi que l'état d'avancement de l'exploitation des données.

2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte:

Le budget prévisionnel du devis programme 1996-1997 s'élève à 194.949 ecu répartis entre l'enquête agricole, le système d'information du marché et l'animation locale comme suit (les tableaux détaillés sont consignés dans le paragraphe « budget prévisionnel »):

EN ECU

	OPERATION DE COLLECTE	EQUIPEMENT	TOTAL
ENQUETE AGRICOLE	70.787	63.432	134.218
SUIVI DES MARCHES	7.258		7.258
ANIMATION LOCALE			27.418
BASE DE SONDAGE			26.065
TOTAL	78.045	63.432	197.949

Le montant global des frais de collecte s'élevant à 8.013.412escudos (soit 78.045ecu), la participation de l'Etat à ces frais à concurrence de 40,4% sera donc de 3.237.418escudos (soit 31.530 ecu). Des dispositions ont été prises au niveau du Ministère de l'Agriculture pour insérer dans le budget d'investissement un montant de 5.000.000 escudos. L'adoption du budget avec ce montant permettra de couvrir les frais de participation de l'Etat.

2.4. Budget prévisionnel

DESIGNATION DE L'ENQUETE : ENQUETE AGRICOLE
SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : GABINETE DE ESTUDOS E PLANEAMENTO

1 ECU = 102,677 ESCUDOS

DESIGNATION	ESTIMATION DES COUTS En escudos			Coût total En ECU
	Nombre	coût unit.	coût total	
1. OPERATION DE COLLECTE				
1.1 Frais de personnel				56.658
1.1.1 Salaires				48.911
- Enquêteurs permanents (31enq*13500*12mois)	372	13.500	5.022.000	48.911
1.1.2 Indemnités				3.264
- Superviseurs				2.700
Cultures pluviales (45ecu/mois*6*6mois)	36	4.620	166.337	1.620
Cultures irriguées (45ecu/mois*6*4mois)	24	4.620	110.891	1.080
- Saisie (26 ecu/mois*2*3mois)	6	2.670	16.020	156
- Agent centrale d'informations (34ecu*12mois)	12	3.491	41.892	408
1.1.3 Frais de mission				4.213
- Déplacement îles				420.300
.per diem superv. (26ecu/jx5jx6ilesx3missions)	90	2.670	240.300	2.340
.billets d'avion	18	10.000	180.000	1.753
- Déplacement Santiago				12.324
.per diem superv. (2j*13ecu/j*3missions)	6	1.335	8.010	78
.per diem chauffeur (2j/mission*7ecu/j*3missions)	6	719	4.314	42
1.1.4 Primes d'analyse				270
- Informaticien (45ecu/mois*1mois)	1	4.620	4.620	45
- Analyste (agent contractuel:45ecu/mois*5mois)	5	4.620	23.102	225
1.2 Carburant				2.467
- Enquêteurs à temps plein				195.300
Cultures pluviales (10lx31x6mois)	1860	63	117.180	1.141
Cultures irriguées (10lx31x4mois)	1240	63	78.120	761
- Superviseurs				50.400
Cultures pluviales (20lx4x6mois)	480	63	30.240	295
Cultures irriguées (20lx4x4mois)	320	63	20.160	196
- Superviseurs (3missions*200km/missions*2l/100km)	120	63	7.560	74
1.3 Entretien matériel				4.105
- Motos (33 motos)				362.015
- Photocopieuse	1	59.493	59.493	579
1.4 Matériel de collecte				5.004
- Balances				489.800
- Cordes pour carrés de rendement	31	15.800	24.000	234
1.5 Reproduction des questionnaires				974
			100.000	

(suite Enquête agricole)

1.7 Formation et recyclage des agents de collecte					
- Santiago (formation des superviseurs)				162.090	1.579
.per diem superviseurs (26 ecu*2*3j)	6	2.670		36.020	351
.billets d'avion (2 aller retour)	2	10.000		16.020	156
- Iles (formation des enquêteurs)				20.000	195
.per diem enquêteurs (26ecu*7*3j)	21	2.670		126.070	1.228
.billets d'avion (7 aller-retour)	7	10.000		56.070	546
				70.000	682
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE				7.268.145	70.786
II EQUIPEMENT					
2.1 Moyens de transport				6.000.000	58.436
- Moto	20	300.000		6.000.000	58.436
2.2 Matériel informatique				513.000	4.996
- Central informatique (1 ordinateur, 1 onduleur, 1 imprimante)	1	523.000		513.000	4.996
TOTAL EQUIPEMENT				6.513.000	63.432
TOTAL BUDGET				13.781.145	134.218

DESIGNATION DE L'ENQUETE : ENQUETE SUIVI DES MARCHES

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : INSTITUTO NACIONAL DE FOMENTO AGRARO

1 ECU=102,677 ESCUDOS

DESIGNATION	Nombre	coût unitaire	coût total	Coût total
				ECU
OPERATION DE COLLECTE				
1. Frais de personnel			277.426	2.702
1.1 Salaires enquêteurs du GEP (14 enquêteurs*12mois*13500escudos/mois)			PM	PM
1.2 Indemnités - Contrôleur (34ecu*12mois)	12	3.491	41.892	408
1.3 Frais de mission - Déplacement îles cadres de l'INFA .per diem (26ecu/j*3j*5îles*2) .billet d'avion (10 aller-retour)	30	2.670	180.088	1.754
	10	10.000	80.088	780
			100.000	974
1.4 Primes d'analyse (45ecu*12mois)	12	4.620	55.446	540
2 Carburant			120.960	1.178
- Contrôleur INFA (20lx1x12)	240	63	15.120	147
- Enquêteurs GEP (10lx14x12mois)	1680	63	105.840	1.031
3. Entretien matériel			73.934	720
- Moto (entretien et assurance)	1	14.441	14.441	141
- Photocopieuse	1	59.493	59.493	579
4. Reproduction questionnaires			64.947	633
5. Diffusion des résultats (contrat avec presse)			208.000	2.026
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			745.267	7.258
TOTAL BUDGET			745.267	7.258

ANIMATION LOCALE

1 ECU=102,677 ESCUDOS

	Nombre	Coût Unit	TOTAL escudos	TOTAL ECU
I SALAIRE ET CHARGES SOCIALES			823.100	8.016
<i>1.1 Rémunérations</i>			<i>648.000</i>	<i>6.311</i>
- Animateur local (indemnités)	12	25.000	300.000	2.922
- Secrétaire-Comptable	12	29.000	348.000	3.389
<i>1.2 Charges sociales</i>			<i>175.100</i>	<i>1.705</i>
- Charges sociales (Sécrétaire comptable)	12	5.800	69.600	678
- Assurance santé (Animateur et secrétaire)	2	52.750	105.500	1.027
II FONCTIONNEMENT			1.496.287	14.573
<i>2.1 Carburant</i>			<i>190.560</i>	<i>1.856</i>
-Carburant et billets mission appui terrain			127.560	1.242
Santiago (40l*3 missions)	120	63	7.560	74
Iles (2 mission/îles)	12	10.000	120.000	1.169
-Carburant pour Animation (5l/j)*22j*11m	1000	63	63.000	614
<i>2.2 Perdiems</i>			<i>178.682</i>	<i>1.740</i>
-Frais de mission Animateur			172.213	1.677
Santiago (13ecu*3*3j)	9	1.335	12.013	117
Iles (23ecu/j*5j*6îles*2)	60	2.670	160.200	1.560
-Frais de mission chauffeur			6.469	63
Santiago (7ecu*3*3j)	9	719	6.469	63
<i>2.3. Fourniture de bureau</i>			<i>135.440</i>	<i>1.319</i>
<i>2.4. Frais de téléphone, Fax et Poste</i>			<i>180.586</i>	<i>1.759</i>
<i>2.5 Entretien matériel de bureau</i>			<i>315.244</i>	<i>3.070</i>
- Photocopieuse			75.244	733
- Véhicule (y compris assurance)			240.000	2.337
III IMPRESSION ET DIFFUSION			495.775	4.828
TOTAL ANIMATION NATIONALE			2.815.162	27.418

**DESIGNATION DE L'ACTIVITE: MISE A JOUR DE LA BASE DE SONDAGE
SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : GABINETE DE ESTUDOS E PLANEAMENTO**

EN ECU

DESIGNATION	Nombre	coût unit.	coût total
1.1 Frais de personnel			21.397
1.1.1 Salaires			20.708
- Enquêteurs supplémentaires (y compris déplacement) (63 enq. pendant 2 mois et demi à 13500escudos/mois)	157,5	131,5	20.708
1.1.2 Indemnités			689
- Superviseurs (45ecu/mois*6*2mois)	12	45,0	540
- Saisie (26 ecu*4)	4	26,0	104
- Traitement (45ecu*1mois)	1	45,0	45
1.2 Frais de mission			4.132
- Déplacements Animateur local et GEP .per diem (26ecu/jx5jx8ilesx1missions)	40	26,0	1.040
.billets d'avion (8 aller retour)	8	97,4	779
- Mission ECA .per diem (60.000FCFA*15j)			PM
.billets d'avion			
1.3 Carburant			1.436
- Enquêteurs à temps plein (30l*31*2mois)	1860	0,6	1.141
- Superviseurs (40l*4*2mois)	400	0,6	245
-Missions A/L et ECA (400km*0,2l)	80	0,6	49
1.4 Formation des agents de collecte			1.403
- Formation des superviseurs (à Praia)			351
.per diem superviseurs (26 ecu*2*3j)	6	26,0	156
.billets d'avion (2 aller retour)	2	97,4	195
- Formation des enquêteurs			1.052
(Fogo,Boavista,Maio,S.Nicolau, S. Vicente, Sal)			
.per diem formateur (26 ecu*3j*6)	18	26,0	468
.billet d'avion (6 aller retour)	6	97,4	584
TOTAL BUDGET			26055

ANNEXE I : Liste des personnes rencontrées

Messieurs :

INUSA Barry	Animateur local DIAPER
LEAL ANDRADE Fernando Jorge	Directeur du Cabinet d'Etudes et Planification (GEP)
RODRIGUES Antonio	Chargé d'affaires à la Délégation de la Commission des Communautés Européennes
CANUTTO Alcides	Attaché administratif à la Délégation de la Commission des Communautés Européennes
VANDOR Peter	Représentant permanent de la FAO
OLENDE Fernand	Responsable de la Division commercialisation de l'INFA
AMBROSINO	Expert en commercialisation de la FAO auprès de la Division commercialisation de l'INFA
SILVA Gilberto	Directeur du service de l'élevage
Mme	
SILVA Suzette	Chargée de la Coordination du projet du « cadastre de l'élevage »

ANNEXE 2 : Lexique

Abobora	Courge
Banana	Banane
Batata doce	Patate douce
Batata inglesa	Pomme de terre
Cebola	Oignon
Cenoura	carotte
Congo	Haricot congo
Couve	Choux vert
Feijão	Haricot (autres)
Mancarra	Arachide
Mandioca	Manioc
Melancia	Pastèque
Melao	Melon
Milho	Maïs
Papaia	Papaye
Pimento	Piment
Repolho	Choux pommé
Tomate	Tomate

ANNEXE 3 : Questionnaire de l'enquête agricole

ANEXO 3 - QUESTIONARIOS

M.A/G.E.P.

DIVISÃO DE ECONOMIA E ESTATISTICA

A9

**INQUERITO ANUAL SOBRE A AGRICULTURA
CAMPANHA AGRICOLA 1994/1995**

IDENTIFICAÇÃO DA EXPLORAÇÃO AGRICOLA

ILHA..... | ____ |

CONCELHO..... | ____ |

FREGUESIA..... | ____ |

ESTRATO..... | ____ |

ZONA..... | ____ | ____ |

NOME DO CE..... | ____ | ____ |

 Nº DE IDENTIFICAÇÃO..... | ____ | ____ | ____ | ____ | ____ | ____ | ____ |
 I C F ES Z EXP.

SEXO DO CE MASCULINO (1) FEMININO (2)..... | ____ |

TOTAL AGREGADO FAMILIAR (INCLUINDO CE)..... | ____ | ____ |

Nº DE ELEMENTOS DO SEXO MASCULINO..... | ____ | ____ |

Nº DE ELEMENTOS DO SEXO FEMININO..... | ____ | ____ |

Nº DE PESSOAS QUE TRABALHAM NA AGRICULTURA..... | ____ | ____ |

PARCELAS CULTIVADAS EM 1994/1995

Nº DE PARCELAS DE SEQUEIRO..... | ____ | ____ |

Nº DE PARCELAS DE REGADIO..... | ____ | ____ |

DATA DE INICIO DO INQUERITO / /

NOME E ASSINATURA DO INQUIRIDOR.....

CONTROLADO..... DATA..... / /

NOME DO SUPERVISOR.....

ASSINATURA DO SUPERVISOR.....

INQUERITO ANUAL SOBRE AGRICULTURA

FASE I: INICIO DA CAMPANHA

Q.1.2. :OPINIAO SOBRE A CAMPANHA AGRICOLA

Nº DE IDENTIFICAÇÃO.....

	I	C	F	E	Z	EXP.

COMPARAÇÃO DO INICIO DA CAMPANHA AGRICOLA COM O ANO PASSADO | (MELHOR=1, IDENTICO=2, PIOR=3)

DISPONIBILIDADE DE SEMENTE CASEIRA: (SUFICIENTE=1, INSUFICIENTE=0, SEM OBJECTO=2)

MILHO | CONGO | OUTROS FEIJOES |

DISPONIBILIDADE DE SEMENTE COMPRADA

MILHO | CONGO | OUTROS FEIJOES |

OUTRAS DIFICULDADES (SIM=1, NAO=0)

FALTA DE CRUVA | ATAQUE DE PRAGAS | OUTROS |

ORIGEM, QUANTIDADE E VALOR DAS SEMENTES UTILIZADAS EM SEQUEIRO

CULTURAS	COMPRADA		SEMENTES		SEMENTES OFERTA TROCA	
	NO M. AGRICULTURA	NOUTROS	CASEIRA	VALOR		
				QUANTIDADE		
MILHO (Litros e Esc.)						
CONGO (Litros e Esc.)						
OUTROS FEIJOES (Litros e Esc.)						
MANCARRA (Litros e Esc.)						
BATATA DOCE (Esc.)						
MANDIOCA (Esc.)						
BATATA INGLESA (Kgs. e Esc.)						
ABOBORA (Kgs. e Esc.)						
MELANCIA (Kgs. e Esc.)						

PASE II: RENDIMENTO E PREVISÃO E LA PREVISÃO

Q.2.1. IRA. PASSAGEK: COLOCACAO DOS QUADRADOS (antes de 15 Outubro)

ZONA..... I C F ES Z
PARCELA ! !
Nome e No. do chefe de exploração..... ! !
No. de tiragens da parcela para a(s) cultura(s) de..... ! !
Localização..... Área ocupada pela(s) cultura(s).....
- Colheita na parcela no ano passado

! Milho ! Cango ! Feijoes ! Batata ! Mandioca ! Batata ! Mandioca ! Melao ! Abobora ! Melancia!
 ! ! ! ! Doce ! Inglesa ! ! ! ! ! ! ! !
 ! (Lts) ! (Lts) ! (Lts) ! (Kgs) ! (Kgs) ! (Kgs) ! (Lts) ! (Kgs) ! (Kgs) ! (Kgs) ! (Kgs)
 ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! !
 Colheita do ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! !
 o passado ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! ! !

- Quadro de rendimento

total de pes ! ! ! ! ! ! ! ! ! !

www.lawmatters

PASEII 2da. PREVAO DE COLHEITA PARA CULTURAS DE SEQUEIRO

Q22 - 2a Passagen: PREVISAO DE COLHEITA - (Data limite 15 de Novembro)

ZONA..... ! ! ! ! ! ! !
 I C F BS Z

IDENTIFICACAO DA PARCELA

Nome e n. do C. E

N. de tiragem da parcela para a cultura de

Localizacao..... Area ocupada pela cultura.....

A- Previsao do agricultor

Culturas	Kilbo	Congo	Outros	Batata	Mandioca	Batata	Mancarra	Melao	Abobora	Melancia
	!	!	!	Peijoes	Doce	!	Ingleza	!	!	!
	!	(Lts)	(Lts)	(Lts)	(Lgs)	(Lgs)	(Lgs)	(Lts)	(Lgs)	(Lgs)
!Previsao para este ano !	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!

*Se o agricultor nao responder, indicar o motivo: nao tem ideia !_! nao quer responder !_! outra razao a precisar !_!

B- Observacao do quadradu

Culturas	X' de pes!X' espigas/frutos! Peso !Producao! Peso !
	!em bon !-----!medio por! media ! previsonal !
	!estado ! ! em for!espiga ! por pe ! da colheita !
	!foradas! macao !(granas)!(granas)!(kg)
Milho.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !
Peijao congo.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !
Outros feijoes.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !
Mancarra.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !
Batata doce.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !
Batata inglesa.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !
Mandioca.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !
Melao.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !
Abobora.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !
Melancia.....	! ! ! ! ! ! ! ! ! !

Q.3.1. PRODUÇÃO DAS CULTURAS DOMINANTES NAS PARCELAS DE RENDIMENTO

NRO. DE IDENTIFICAÇÃO.....

CULTURA	Nº DE MES	PESO PES	'Nº DE GAS OU FRUTOS	PESO BRUTO KG	'Nº DE LITROS KG	PESO GAS OU FRUTOS KG	PESO BRUTO LITROS KG	PESO GRAO DE PES KG	PESO DE ESPIGA DE FRUTOS KG	PESO DE GRAO/FRUTO KG	CULTURA (S)	I C F ES Z EXP H*TIRC.
											COLHEITA TOTAL DO QUADRADO:	
DOMINANTES:	'Nº DE MES	'Nº DE PES	'Nº DE GAS OU FRUTOS	PESO BRUTO KG	'Nº DE LITROS KG	PESO GAS OU FRUTOS KG	PESO BRUTO LITROS KG	PESO GRAO DE PES KG	PESO DE ESPIGA DE FRUTOS KG	PESO DE GRAO/FRUTO KG	OBS.	
NA PARCELA:												
MILHO												
CONGO												
FEIJÕES												
MANGAÇARRA												
BATATA DOCE												
BATATA INGLESA												
MANDIOCA												
MELAO												
ABOBORA												
MELANCIA												